

[Text]

**M. Ferland:** Monsieur Skelly, c'est bien dommage, mais je n'accepte pas que vous disiez que de ce côté-ci, on ne se préoccupe pas de ces 250,000 personnes. Bien au contraire, monsieur Skelly. Je vous ai dit tout à l'heure que le projet de loi C-32 ne touchait pas qu'une partie du Canada, ne touchait pas que ces 250,000 individus. Il y a au Canada des millions de personnes qui dépendent du projet de loi C-32. Il ne s'agit pas de parler d'une partie de la population canadienne seulement. Les deux extrémités du pays et de nombreuses provinces sont touchées par ce projet de loi. Je ne peux admettre que vous affirmiez qu'on essaie d'enlever aux gens leur pain et leur beurre et que l'on a manqué de respect envers les témoins qui sont venus ici aujourd'hui. Je regrette, monsieur Skelly, mais je ne peux pas accepter cela.

• 0600

Nous avons entendu aujourd'hui les mêmes intervenants que sur la côte ouest. Pour ma part, c'était la deuxième et même, dans certains cas, la quatrième fois que que les rencontrais. On ne peut donc pas dire que le Comité n'a pas prêté une oreille attentive aux revendications des autochtones de la côte ouest. Au contraire, je pense que nous avons prêté une oreille très, très attentive à leurs revendications. Je pense aussi que nous les avons traités avec respect et avec décence.

Je peux comprendre les réactions de M. Fulton, mais il ne faut pas s'imaginer que les gens du parti au pouvoir sont indifférents aux revendications territoriales et aux doléances des autochtones de la côte ouest. Bien au contraire.

**M. Skelly:** Monsieur le président, je pense que M. Ferland n'a pas saisi la question clé de toute cette situation.

I understand he has listened to native people several times. I understand the same witnesses have come before it. But Mr. Chairman, if the message has not got through the first time, then it is useful to have it through again in more detail.

The point we are considering right now is a motion put forward by one of the most important groups in British Columbia, namely, a lawyer, Don Rosenbloom, who is a respected individual on constitutional law and his profession, and a group who have dealt with constitutional programs, on and on and on. The point I think I am trying to make right now is not how many times we have heard these witnesses, but that two important propositions have been put before us. One is by the Minister, who says first of all he is worried about a law. As a parliamentarian and a Canadian, I am worried about a law that gives awesome power to a Minister. He invited us to find a way of placing in the legislation some options for native people. That was the purpose of the one piece which has been defeated at this point.

We have rejected the Minister's options for this committee to take the responsibility to find an amendment that would allow for consultation with native people and user groups, even though the Minister invited us to do so.

Now, we have come to a second important point. This particular group before us today was backed by every native

[Translation]

**Mr. Ferland:** Mr. Skelly, it is regrettable but I do not accept the fact that you say that on this side of the table, people do not care about those 250,000 natives. Quite the opposite, Mr. Skelly. I told you earlier on that Bill C-32 did not only affect a part of Canada or only those 250,000 natives. Millions of persons in Canada will be affected by Bill C-32. We must not discuss its effect on one part of the Canadian population only. Both the east and the west coasts as well as several provinces will be affected by this bill. I cannot accept your statement that we are trying to deprive people of their bread and butter and that we showed disrespect to the witnesses who appeared before the committee today. I am sorry, Mr. Skelly, but I just cannot accept this.

Today, we heard from witnesses we had heard from before on the west coast. This was the second time, and in some cases, the fourth time, I met with them myself. Thus, you cannot really say that this committee has not listened with great care to the concerns expressed by the native people of the west coast. The opposite is true; I think we have listened to their claims very, very carefully. I also think we treated them with respect and propriety.

I can understand Mr. Fulton's reaction, but you must not believe that government members are indifferent to west coast Indians' land claims and complaints.

**Mr. Skelly:** Mr. Chairman, I believe Mr. Ferland has not understood the key element in this situation.

Je sais qu'il a entendu nos témoins autochtones à plusieurs reprises. Je sais que les mêmes témoins se sont présentés devant le comité. Mais, monsieur le président, si le message ne passe pas la première fois, il est parfois utile de le répéter avec force détails.

En ce moment, nous étudions une proposition qui nous a été faite par l'un des groupes les plus importants de la Colombie-Britannique, dont le porte-parole est un avocat, M. Don Rosenbloom, membre respecté de sa profession et spécialiste du droit constitutionnel, et j'ajouterai que ce groupe a déjà étudié de très nombreux programmes constitutionnels. Peu importe le nombre de fois que ces témoins ont pu se présenter devant nous; ce que je tente de dire, c'est que nous sommes saisis de deux propositions importantes. L'une nous vient du ministre, qui a dit, en premier lieu, que cette loi l'inquiétait. En tant que parlementaire et en tant que Canadien, je m'inquiète d'une loi qui confère un pouvoir énorme à un ministre. Il nous a invités à trouver le moyen d'inclure dans cette loi certaines possibilités pour le peuple autochtone. C'était le but de la proposition qui a été rejetée.

Nous avons donc rejeté la demande du ministre, qui avait invité le comité à trouver un amendement qui permette la consultation des autochtones et des groupes d'usagers, bien que le ministre nous l'ait demandé explicitement.

Nous examinons maintenant une deuxième proposition d'importance. Ce groupe qui a témoigné devant nous